

Valls: les Roms dans les campements "ne souhaitent pas s'intégrer"

Les Roms occupant des campements "ne souhaitent pas s'intégrer" en France, a déclaré jeudi le ministre de l'Intérieur Manuel Valls estimant dans un entretien au Figaro que la solution des villages d'insertion n'a qu'un intérêt limité.

Cette expérience des villages d'insertion "ne peut concerner qu'une minorité car, hélas, les occupants des campements ne souhaitent pas s'intégrer dans notre pays pour des raisons culturelles ou parce qu'ils sont entre les mains de réseaux versés dans la mendicité ou la prostitution", a observé le ministre.

Selon M. Valls qui entend poursuivre le démantèlement des camps de Roms, "les préfets sont soumis à une contradiction car ils doivent à la fois démanteler les campements tout en répondant à la demande de mener un diagnostic social visant à trouver des mesures alternatives".

"Aujourd'hui, nous estimons qu'environ 20.000 hommes, femmes et enfants originaires de Roumanie et de Bulgarie pour la plupart occupent en toute illégalité plus de 400 campements dans notre pays, dont les deux tiers sont en Ile-de-France", note M. Valls.

"Implantés en bordure de quartiers populaires déjà percutés par la crise, ils sont à l'origine de problèmes de cohabitation qui prennent des formes parfois inquiétantes comme en témoignent les incendies constatées la semaine dernière à Aubervilliers et Sarcelles", a-t-il dénoncé.

Trois mois après la victoire de la gauche aux élections présidentielle et législatives, le gouvernement avait consacré une réunion à Matignon à la question des Roms pour trouver des solutions à la question des campements et favoriser leur insertion professionnelle.

En 2012, la France a expulsé 12.800 Roumains et Bulgares sur un chiffre record de près de 37.000 reconduites à la frontière.

Mais le nombre des Roumains et Bulgares reconduits est appelé à baisser en 2013 après la décision de M. Valls de supprimer l'aide au retour humanitaire qui leur était accordée (300 euros par adulte et 100 euros par enfant mineur).

"C'était un système pervers, dénoncé tant par les autorités roumaines que les ONG, qui organisait, favorisait voire institutionnalisait un vaste circuit d'immigration clandestine", justifie le ministre.

"Les candidats à l'exil débarquaient en France avec la certitude de faire un voyage lucratif. Ils repartaient vers leur pays avec l'argent de l'aide en poche avant de revenir grâce à des prête-noms, en compagnie d'enfants ou encore de faux parents. La France est devenue l'aimant d'un trafic qui tirent les ficelles depuis l'étranger", a-t-il poursuivi.

Ceux qui disent, comme le ministre de l'Intérieur Manuel Valls, que les Roms occupant des campements ne veulent pas s'intégrer, sont "des menteurs", "des irresponsables dangereux pour la paix et la cohésion sociales", a dénoncé vendredi l'association la Voix des Roms.

Dans un communiqué, elle estime que "M. Valls appelle à la discrimination des Roms".

Les propos du ministre sont "un concentré de mensonges et de messages jetant l'opprobre sur les Roms. Des références à la délinquance, aux trafics, à la prétendue non-acceptation des Roms par les habitants des quartiers populaires touchés par la crise, comme si les Roms en étaient à l'origine...", s'insurge l'association.

"Je pense qu'objectivement, Valls fait du Sarkozy", estime Saimir Mile, président de la Voix des Roms. "Malheureusement, ce n'est pas une surprise, et c'est d'autant plus grave".